

Colloque international

Trump et les Frontières : quel bilan un an après son retour à la Maison-Blanche ?

Appel à communications

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche après sa victoire aux élections de novembre 2024 constitue l'un des comebacks politiques les plus significatifs de l'histoire américaine (Smith 2024). Après sa victoire inattendue en 2016, puis sa défaite de 2020 face au Démocrate Joe Biden, il réussit l'exploit de se faire élire une seconde fois, malgré son style populiste souvent controversé, et ses politiques ultra-conservatrices sous-tendues voire justifiées par des "alternative facts" en totale opposition avec la science (Conley 2022).

Si son premier mandat avait ébranlé l'*establishment* américain et entraîné le Parti républicain vers une ligne plus radicale et plus conservatrice, le second entend poursuivre ce virage idéologique (Espinoza 2022). Toujours mû par l'idée de vouloir redonner sa grandeur à l'Amérique (*Make America Great Again*) en défendant une politique qui promeut avant tout les intérêts du pays (*America First*), il dispose désormais d'une armée d'alliés fidèles qui soutiennent, voire embrassent, son programme politique inspiré par l'ultraconservateur *Project 2025* (Graham 2025).

Avant même son investiture, il multiplie les annonces et donne un aperçu de ce à quoi ressemblera son second mandat. Il dévoile notamment un projet économique qui repose sur une politique protectionniste, opérant un tournant avec la politique étatsunienne pro-libre échange et présageant d'une guerre commerciale multilatérale avec les partenaires traditionnels des États-Unis, en particulier le Canada, le Mexique et la Chine (Pitas 2024). Il se positionne en faveur d'un démantèlement exacerbé de l'État fédéral et annonce la nomination de son soutien financier, Elon Musk, à la tête d'une agence qu'il charge précisément de réduire les dépenses des programmes fédéraux, le *Department of Government Efficiency* (DOGE) (Moore et al. 2024). Enfin, renouant avec un certain expansionnisme, il annonce vouloir annexer le Canada, le Groenland et le canal du Panama (Collinson 2024).

Dès son investiture, il accélère la cadence, annonçant notamment le retrait des États-Unis de l'accord de Paris et de l'Organisation Mondiale de la Santé (qui avait critiqué sa gestion de la pandémie de COVID-19) (Gay Stolberg 2025; McGrath 2025), et il suspend toutes les demandes d'asile aux États-Unis, mettant à exécution sa promesse de fermer les frontières et d'endiguer l'immigration (Sergio 2025).

En quelques semaines, l'administration « Trump II » apparaît déjà comme plus radicale et plus transformatrice que lors du précédent mandat. Il défie les frontières, redessine les alliances, s'aliène ses partenaires les plus historiques et prend le contre-pied des politiques traditionnelles états-uniennes centrées sur le multilatéralisme et le commerce international. Ces positions et

ces mesures s'insèrent dans le contexte d'un renforcement du pouvoir présidentiel que Donald Trump souhaite pousser à son paroxysme, comme en atteste le nombre impressionnant (141) de décrets présidentiels qu'il a signés au cours de ses 100 premiers jours (Anonyme 2025).

Ainsi, dans ce contexte géopolitique incertain et changeant, les organisateurs de ce colloque souhaitent dresser le bilan de la première année du second mandat du Président républicain, sous l'angle des frontières et des enjeux qui s'y rapportent. Que ce soient les frontières qu'il souhaite renforcer, celles qu'il ambitionne de redessiner ou bien encore celles qu'il veut redéfinir, il nous a semblé que cette thématique représentait un prisme d'analyse pertinent pour mieux comprendre la politique de Donald Trump et les forces qui la structurent.

Dans ce contexte, les propositions de communications que les organisateurs souhaitent recevoir pourront s'insérer dans ces différents axes :

- **Frontières géographiques et géopolitiques :**

Alors qu'il a fait campagne sur la lutte contre l'immigration, accusant les immigrés d'être responsables de tous les problèmes que connaissent les États-Unis, Trump a, dès son investiture, signé des décrets notamment pour bloquer les demandes d'asile – en fermant notamment l'application *CBP One* mise en place par l'administration Biden pour faciliter ce processus –, pour reprendre la construction du mur, pour couper les financements aux villes sanctuaires, pour limiter le nombre de visas pour les étudiants étrangers, pour déporter les immigrés clandestins (notamment au Vénézuéla). Plus récemment, il a ressuscité l'une des mesures phares de son premier mandat : le "travel ban" interdisant l'accès aux États-Unis pour les ressortissants de douze pays. De quoi cette volonté de renforcer les frontières du pays est-elle révélatrice ? En quoi sa position à l'égard de l'immigration et des frontières est-elle centrale à sa stratégie populiste ? Quel est l'impact économique de cette "guerre contre l'immigration" qu'il souhaite mener ? Quelles sont les ramifications de cette politique radicale à l'échelle des Amériques ? En quoi cette politique vient-elle redéfinir les relations que les États-Unis entretiennent avec les pays latino-américains ?

Par ailleurs, au-delà de l'immigration, Trump a également surpris par ses annonces aux visées annexionnistes. D'une part, il a déclaré vouloir annexer le Groenland, territoire autonome danois riche en ressources naturelles. D'autre part, le président a qualifié de manière répétée le Canada de "51ème État" des États-Unis, indiquant que leur voisin du nord pourrait, s'il acceptait de les intégrer, bénéficier de leur protection et ainsi se soustraire aux droits de douanes fortement augmentés depuis son investiture. En suggérant que les États-Unis, "par un moyen ou un autre", seraient en mesure de s'appropriier le Canada, le Groenland ou encore le Panama (et plus particulièrement son canal), Trump ravive les ambitions impériales des États-Unis. Au tournant du XX^e siècle comme aujourd'hui, ce rêve d'expansion territoriale n'est pas sans susciter de vifs débats entre les différentes factions politiques, mais également au sein de celles-ci. Que signifie ce retour à l'impérialisme américain ? En quoi cette volonté de redessiner les frontières fait-elle partie de l'approche mercantile trumpienne des relations internationales ?

- **Frontières économiques :**

Prenant le contre-pied de la politique économique promue par les États-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Donald Trump s'est lancé dans une guerre commerciale avec ses

partenaires traditionnels (Canada, Mexique, Chine, Union Européenne), annonçant des droits de douane augmentés sur de multiples produits. S'il a fait machine arrière sur certains points et accordé une série de délais, ce renforcement des frontières économiques est en accord avec l'approche "*America First*" que Donald Trump poursuit depuis son premier mandat. Le commerce international serait un jeu à somme nulle dans le cadre duquel les partenaires commerciaux des États-Unis "profitent" de la situation. Il a notamment qualifié le déficit commercial que le pays a avec le Canada de "subvention" de l'économie canadienne par les États-Unis. Qu'en est-il des droits de douane, un an après son investiture ? En quoi cette politique protectionniste que Donald Trump souhaite poursuivre vient-elle bouleverser les relations commerciales à l'échelle mondiale ? Est-elle tenable sur la durée, ou ne constitue-t-elle qu'un levier de négociation pour imposer à ses partenaires d'autres politiques dans d'autres domaines ? Ce protectionnisme peut-il avoir des retombées positives pour l'économie américaine ou, au contraire, va-t-il à l'encontre des intérêts des États-Unis ? Les communications s'intéressant à la politique économique de la nouvelle administration Trump et plus précisément les conséquences que les droits de douane peuvent avoir pour le pays mais également pour ses partenaires continentaux (Mexique et Canada) seront les bienvenues.

- **Frontières institutionnelles :**

De façon exacerbée depuis son second mandat, Trump n'a eu de cesse de remettre en question la Constitution américaine. Il enfreint des règles cardinales, franchit des limites censées être infranchissables. Sa nonchalante réplique « there are methods » lorsqu'on lui demande s'il songe à briguer un troisième mandat en est une parfaite illustration, même si ses intentions à ce sujet demeurent vagues. Il s'est octroyé des pouvoirs appartenant aux autres branches du gouvernement américain. Pour ce faire, il a fait un usage sans précédent des décrets présidentiels, qui atteste de sa volonté de centraliser le pouvoir et de gouverner "seul". En outre, son mépris de la branche judiciaire américaine, lorsque les cours – ou les juges qu'il a lui-même nommés – s'opposent à ses décisions, vont bien au-delà du recours aux freins et contrepoids (*checks and balances*) au cœur du système politique américain. Sa remise en question du 14^e amendement, en particulier du droit du sol, remet en question l'identité même américaine. Enfin, Trump entretient un rapport problématique avec une certaine presse, qui peut se montrer critique de sa présidence. En mettant en demeure l'*Associated Press* pour avoir refusé de reprendre l'appellation qu'il avait choisie pour désigner le Golfe du Mexique, Trump fait fi de la liberté de la presse, censée être protégée par le 1^{er} amendement de la Constitution. Il en va de même lorsqu'il condamne vertement Jeffrey Goldberg (rédacteur en chef de *The Atlantic*) pour fuite, plutôt que le conseiller à la sécurité nationale (Michael Waltz) ou le Secrétaire à la défense (Pete Hegseth) pour faute professionnelle dans le cadre du *Signalgate*. Finalement, en quoi ces tentatives de repousser les limites du pouvoir exécutif et de redessiner les frontières institutionnelles reflètent-elles un retour de la "présidence impériale" définie par Arthur Schlesinger ? Dans quelle mesure cet autoritarisme menace-t-il les libertés individuelles pourtant inscrites dans la sacrosainte Constitution ? La démocratie américaine vit-elle ses dernières heures, ou bien le système de freins et contrepoids va-t-il finir par réagir face à ces tentatives d'expansion de la branche exécutive ?

- **Frontières du renseignement :**

Pendant son premier mandat, Trump a souvent été en conflit avec les agences de renseignement américaines, notamment le FBI, et a émis le souhait de les mettre sous sa coupe.

Il avait condamné leurs déclarations selon lesquelles l'élection de 2016 avait fait l'objet d'une forte ingérence russe en sa faveur (https://www.dni.gov/files/documents/ICA_2017_01.pdf). À la suite de sa réélection, il semble s'atteler à les réformer grâce à la nomination de la très controversée Tulsi Gabbard comme Directrice du renseignement national (DNI), chargée de coordonner les 18 agences américaines de renseignement. Cette ancienne démocrate, qui s'était dite sceptique sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime de Bachar el-Assad, s'était également distinguée par ses critiques virulentes – et injurieuses – envers Trump. Depuis son ralliement au président républicain, ses tendances russophiles interrogent beaucoup d'observateurs, qui craignent également que la nouvelle DNI opère une inflexion dans la manière de présenter le renseignement au Président afin de lui dire ce qu'il souhaite entendre (*The Economist* 2024). Ce choix de la nommer, et bien d'autres mesures analogues, laissent présager d'une refonte en profondeur des agences américaines, voire une redéfinition même du rôle de ces agences. Il est à craindre que les agences de renseignement, qui sont censées être apolitiques et indépendantes (Schu 2023) dérogent à cette règle de neutralité, certes parfois enfreinte (Gentry 2024). Ces bouleversements du renseignement font également redouter une remise en question de la place des États-Unis dans le réseau de surveillance Five Eyes, voire un affaiblissement de celui-ci. Dans quelle mesure la politisation et l'instrumentalisation du renseignement opérées par Trump pendant son premier mandat se poursuivent-elles depuis sa réélection ? Cherche-t-il à saper la communauté du renseignement, perçue comme souvent hostile ? Les frontières supposément sacrées qui délimitent la place respective des services et du gouvernement ont-elles été franchies ? Quel est l'impact de ce phénomène sur les relations internationales des États-Unis ? Comment ces évolutions affectent-elles la perception de ces agences par l'opinion publique américaine ?

- **Frontières et politique étrangère :**

Dans la politique étrangère de l'administration Trump II, la notion de frontière est également omniprésente. Trump répète à l'envi l'importance d'ériger et de défendre lesdites frontières. Pourtant, verbalement et symboliquement, il ne cesse de les transgresser. Sur la question de la Guerre en Ukraine, Trump s'émancipe des limites rhétoriques que lui imposent les codes de discrétion et bienséance qui prévalent dans les milieux diplomatiques. Sous les feux des projecteurs, flanqué de son Vice-Président, Trump sermonne Zelensky, l'accuse d'être à l'origine du conflit avec la Russie, lui indique qu'il n'est pas en position de négocier quoi que ce soit, le menace de mettre fin à toute aide provenant des États-Unis, avant de conclure que ce *fiasco*, retransmis en direct depuis la Maison-Blanche, fera un vrai « malheur » à la télévision. Sur la question du conflit israélo-palestinien, Trump manie également une rhétorique désinhibée, où la frontière entre ses propres fantasmes et la réalité disparaît. Ainsi, Trump fait valoir une logique immobilière selon laquelle il serait souhaitable et possible de vider la bande de Gaza de ses habitants, puis de la reconstruire en une station balnéaire où fleuriraient casinos et hôtels de luxe. Pour illustrer son propos, il partage en ligne une courte vidéo, œuvre façonnée à l'aide de l'intelligence artificielle par un amateur. Au-delà des effets d'annonce et de la rhétorique, y a-t-il une doctrine Trump sur les frontières internationales ? En quoi la politique étrangère de ce second mandat diffère-t-elle fondamentalement de celle pratiquée lors du premier ? Les nombreux acteurs de la politique étrangère états-unienne parlent-ils tous d'une même voix, ou y a-t-il déjà des dissensions palpables ? Enfin, peut-on voir une continuité avec d'autres présidences, ou a-t-on là tous les marqueurs d'un tournant idéologique majeur ?

- **Frontières technologiques :**

En évoquant un avenir qui passerait nécessairement par une (re)conquête de l'espace, où la Lune ne serait qu'une escale logistique et dont la destination finale serait Mars, Trump emprunte à la rhétorique de la « nouvelle frontière » chère à Kennedy. Toutefois, en attribuant à Elon Musk un rôle inédit (*special advisor*), il met celui-ci en position de conflit d'intérêt. Il serait possible à Musk d'écarter la NASA au profit de ses propres entreprises (Space X ou Starlink), rendant la frontière entre la science et le monde des affaires d'autant plus floue. Avec la présentation d'un *Golden Dome*, Trump ravive à peu de frais la mémoire du *Strategic Defense Initiative* (IDS, plus connue sous son appellation informelle de « Guerre des Étoiles ») de Ronald Reagan. Trump réintroduit l'idée selon laquelle un bluff technologique mené par un *commander in chief* (tout à la fois simulant l'action mais réellement en position de l'exécuter) peut donner à la nation américaine un avantage psychologique décisif sur ses rivaux. La frontière entre les dépenses militaires, tangibles, et l'illusion cinématographique est ténue. Enfin, remarquons que les patrons de la Silicon Valley, jadis majoritairement démocrates, se sont ralliés à Trump sur le tard. Est-ce là un indicateur du réalisme stratégique qui les caractérise, ou bien faut-il y voir un effacement des frontières idéologiques ? Comment la technologie s'inscrit-elle dans la vision de l'avenir que développe l'administration Trump II ? La rhétorique trumpienne, à la fois nostalgique et émancipée de toute contrainte du réel, est-elle compatible avec les techno-sciences et leur visée futuriste ? Et comment la base électorale de l'actuel président réagit-elle à des narratifs aux trajectoires divergentes ?

- **Frontières du genre et de la sexualité :**

Alors qu'un récent sondage indique que 9,3% de la population adulte américaine s'identifie comme LGBTQ+ (Jones 2025) et que les dernières données recueillies en 2022-2023 indiquaient un taux de crime haineux 9 fois supérieur pour les personnes LGBTQ+ (Meyer et Flores 2025), l'administration Trump 2.0 n'a pas attendu pour continuer sa politique anti-woke à travers ses mesures ouvertement LGBTphobes amorcées 8 ans plus tôt (Marche et Serval 2018). Outre les décrets présidentiels dont les effets se font ressentir à court terme (mais qui ne survivront sans doute pas à un retour démocrate à la Maison-Blanche), certaines craintes concernent davantage des arrêts de la Cour Suprême, qui a par exemple statué en juin 2025 sur le "gender-affirming care" pour les adolescent.e.s trans. Certains imaginent déjà qu'elle pourrait révoquer l'accès au mariage pour les couples de même sexe – voire la décriminalisation de l'homosexualité – à l'échelle fédérale, comme ce fut le cas pour l'accès à l'avortement. Pourtant, si la révocation de l'arrêt *Roe v. Wade* a fait grand bruit et eu une résonance à l'échelle internationale, cela n'a pas empêché Donald Trump d'engranger 43% du vote des femmes en novembre 2024, un taux qui monte à 53% chez les femmes blanches (Johnson et Davis Jr. 2025). En quoi les politiques anti-LGBTQ+ de l'administration Trump embrassent-elles une interprétation conservatrice et rigide des frontières de genre ? Quel avenir pour les droits LGBTQ+ aux États-Unis, et qui pour les défendre ? Quelle place pour les femmes dans la société américaine à l'ère Trump II ? Quel rapport les Américaines entretiennent-elles avec leur président, qu'elles soient ses plus ferventes admiratrices ou ses plus farouches détractrices ?

- **Frontières entre réalité et fiction populaire :**

L'arrivée surprise de Donald Trump à la Maison-Blanche en 2016 a grandement nourri la création audiovisuelle états-unienne. Outre les sketches hebdomadaires de *Saturday Night Live* qui ont accompagné la campagne puis les quatre ans de Donald Trump à la Maison-Blanche, on peut ainsi penser à la série *High Maintenance* qui consacre un épisode au réveil difficile des New-

Yorkais face à ce bouleversement politique (S02E01, “Globo”, HBO, 2018), au prétexte de la série *The Good Fight* (CBS, 2017-2020) qui s’ouvre sur la réaction hébétée de Diane Lockhart devant l’investiture du 45^e président des États-Unis, ou bien à la série *American Horror Story* qui place sa septième saison (“Cult”, FX, 2017) au milieu de la panique générée par son élection. D’autres séries ont fait le choix de présenter des alter-egos populistes, comme le candidat à la Maison-Blanche Mr Garrison dans *South Park* (Comedy Central, saisons 19-20, 2015-2016), ou d’intégrer en toile de fond une société gangrénée par les *fakes news* et les polémiques sur les élections truquées et la menace à la sécurité nationale, à l’instar des sixièmes saisons de *Homeland* (Showtime, 2017) et *Scandal* (ABC, 2017). Comment le second mandat de Donald Trump influence-t-il le paysage sériel états-unien et floute en quelque sorte la frontière entre réalité et fiction ? Plus que le cinéma, ce médium populaire s’érige-t-il en lieu privilégié de résistance et de contre-discours ? Devant ou derrière la caméra, la télévision américaine peut-elle échapper au contexte politique, ou est-ce son devoir de l’intégrer et le critiquer ?

Outre cette liste non exhaustive, les propositions traitant d’autres acceptions des frontières (frontières ethniques, culturelles, sociales) seront les bienvenues. Répondant à la dimension protéiforme et polysémique du concept de frontière, ce colloque s’inscrit dans une démarche pluridisciplinaire afin de faire dialoguer civilisation nord-américaine, civilisation latino-américaine, géographie, économie, relations internationales, droit, études visuelles, histoire, sciences politiques, littérature.

Calendrier et modalités de soumission

✓ **Jusqu’au 15 septembre 2025 inclus** : soumission d’une proposition de 300 à 500 mots, en langue française ou en langue anglaise, accompagnée d’une courte notice bibliographique. La proposition est à adresser aux quatre organisateurs du colloque :

- alexandre.adouard@gmail.com
- pierre-alexandre.beylier@univ-grenoble-alpes.fr
- mona.parra@univ-grenoble-alpes.fr
- raphael.ricaud@univ-montp3.fr

✓ **Fin septembre 2025** : réponse après évaluation par le Comité scientifique

✓ **5-6 février 2026** : colloque à Grenoble

International symposium

Trump and Borders: Assessing the first year of his second term in the White House

Call for papers

Donald Trump's return to the White House following his November 2024 election victory is one of the most significant political comebacks in American history (Smith 2024). After his unexpected victory in 2016 followed by his 2020 defeat by Democrat Joe Biden, he managed the feat of being elected a second time, despite his often-controversial populist style, and his ultra-conservative policies underpinned or even justified by “alternative facts” in total opposition to science (Conley 2022).

If his first term had shaken the American establishment and led the Republican Party towards a more radical and conservative line, the second intends to continue this ideological shift (Espinoza 2022). Still driven by the idea of restoring America's greatness (Make America Great Again) by defending a policy that promotes the country's interests above all (America First), he now has an army of loyal allies who support, even embrace, his political program inspired by the ultraconservative Project 2025 (Graham 2025).

Even before his inauguration, he was making a series of announcements, giving a glimpse of what his second term in office would look like. In particular, he disclosed an economic project based on protectionism, marking a turning point with the United States' free trade policy and heralding a multilateral trade war on the US traditional partners, in particular Canada, Mexico and China (Pitas 2024). He positioned himself in favor of an exacerbated dismantling of the federal government, announcing the appointment of his financial backer, Elon Musk, to head an agency that he specifically charged with cutting federal spending, the Department of Government Efficiency (DOGE) (Moore et al. 2024). Finally, returning to expansionism, he announced his intention to annex Canada, Greenland and the Panama Canal (Collinson 2024).

As soon as he was inaugurated, he stepped up the pace, announcing in particular that the United States was withdrawing from the Paris Agreement and the World Health Organization (which had criticized his handling of the COVID-19 pandemic) (Gay Stolberg 2025; McGrath 2025), and he suspended all asylum claims in the United States, putting into effect his promise to close the borders and stem immigration (Sergio 2025).

In just a few weeks, the “Trump II” administration has already emerged as more radical and transformative than its predecessor. It is defying borders, redrawing alliances, alienating its most historic partners and going against the grain of traditional US policies centered on multilateralism and international trade. These positions and measures are part of a strengthening of presidential power that Donald Trump wishes to push to the limit, as evidenced by the impressive number (141) of Executive Orders he signed in his first 100 days (Anonymous 2025).

So, in this uncertain and changing geopolitical context, the organizers of this symposium wish to assess the first year of the Republican President's second term, from the perspective of borders and related issues. Whether it's the borders he wants to reinforce, those he aims to redraw or those he wished to redefine, we felt that this theme represented a relevant prism of analysis to better understand Donald Trump's policies and the forces that structure them.

In this light, the paper submissions that the organizers would like to receive could fit into these different topics :

- **Geographic and geopolitical borders:**

While he campaigned on the fight against immigration, accusing immigrants of being responsible for all the problems faced by the United States, Trump, as soon as he was inaugurated, signed executive orders to block asylum applications—notably by closing the CBP One app set up by the Biden administration to facilitate this process—to resume construction of the wall, to cut off funding to sanctuary cities, to limit the number of visas for foreign students, to deport illegal immigrants (notably to Venezuela). More recently, he has resurrected one of the flagship measures of his first term: the “travel ban” prohibiting access to the United States for the nationals of twelve countries. What does this desire to strengthen the country's borders reveal about him? How is his stance on immigration and borders central to his populist strategy? What is the economic impact of his “war on immigration”? What are the ramifications of this radical policy throughout the Americas? How does this policy redefine relations between the United States and Latin American countries?

Beyond immigration, Trump has also taken everyone by surprise with his annexationist announcements. On the one hand, he has declared his intention to annex Greenland, an autonomous Danish territory rich in natural resources. On the other hand, the President has repeatedly referred to Canada as the “51st American State”, indicating that their northern neighbor could, if it agreed to join them, benefit from their protection and thus avoid the tariffs that have risen sharply since his inauguration. By suggesting that his country would find a way to get a hold of Canada, Greenland or even Panama (and more particularly its canal), Trump is reviving the imperial ambitions of the United States. At the turn of the 20th century, as well as today, this dream of territorial expansion is not without its share of heated debate, both between and within political factions. What does this return to American imperialism mean? How does this desire to redraw borders fit into a Trumpian mercantile approach to international relations?

- **Economic borders:**

Going against the grain of the economic policy promoted by the United States since the end of the Second World War, Donald Trump has launched a trade war on his traditional partners (Canada, Mexico, China, the European Union), announcing increased tariffs on multiple products. While he has backtracked on some points and granted a series of delays, this strengthening of economic borders is in line with the “America First” approach that Donald Trump has been pursuing since his first term. He interprets international trade as a zero-sum game in which the United States' trading partners “take advantage” of the situation. In particular, he called the country's trade deficit with Canada a “subsidy” of the Canadian economy by the United States. What are the latest developments regarding tariffs, one year after his inauguration? How does the protectionist policy that Donald Trump wishes to pursue affect trade relations worldwide? Is it sustainable in the long term, or is it merely a negotiating lever to impose other policies on his partners in other

fields? Can this protectionism have positive repercussions for the American economy, or does it run counter to US interests? Papers focusing on the economic policy of the new Trump administration and, more specifically, the consequences that tariffs may have for the country but also for its continental partners (Mexico and Canada) will be welcome.

- **Institutional borders:**

Since the beginning of his second term, Trump has kept challenging the U.S. Constitution. He keeps breaking cardinal rules, crossing boundaries that are supposed to be impassable. His nonchalant reply “there are methods” when asked if he was thinking of running for a third term is a perfect illustration of this, even if his intentions on the subject remain vague. He has granted himself powers belonging to other branches of the American government. To this end, he has made unprecedented use of executive orders, which attests to his desire to centralize power and govern “by himself”. Moreover, his contempt for the American judiciary, when the courts - or the judges he himself has appointed - oppose his decisions, goes far beyond the use of checks and balances at the heart of the American political system. His challenge to the 14th Amendment, and particularly to birthplace-based citizenship (*jus soli*), calls into question the very essence of American identity.

Finally, Trump has a problematic relationship with certain media outlets that can express criticism towards his presidency. By putting the Associated Press on notice for refusing to use the name he had chosen for the Gulf of Mexico, Trump disregarded the freedom of the press, which is supposed to be protected by the 1st Amendment to the Constitution. The same is true when he roundly condemned Jeffrey Goldberg (editor-in-chief of The Atlantic) for leaking, rather than the National Security Advisor (Michael Waltz) or the Secretary of Defense (Pete Hegseth) for malpractice in connection with *Signalgate*. In the end, how do these attempts to push back the limits of executive power and redraw institutional boundaries reflect a return to the “imperial presidency” defined by Arthur Schlesinger? To what extent does this authoritarianism threaten the individual freedoms enshrined in the sacrosanct Constitution? Is American democracy experiencing its final hours, or will the system of checks and balances eventually react to these attempts to expand the executive branch?

- **Borders and foreign policy:**

The notion of borders is also pervasive in the foreign policy of the Trump II administration. Trump repeatedly stresses the importance of erecting and defending borders. Yet, he constantly transgresses them, both verbally and symbolically. On the issue of the war in Ukraine, Trump is breaking free of the rhetorical limits imposed on him by the codes of discretion and propriety that prevail in diplomatic circles. In the spotlight, flanked by his Vice-President, Trump lectured Zelensky, accusing him of being at the root of the conflict with Russia, telling him that he was in no position to negotiate anything, threatening to cut off all US aid, before concluding that this fiasco, broadcast live from the White House, would make “great television”. On the question of the Israeli-Palestinian conflict, Trump also wields an uninhibited rhetoric, where the boundary between his own fantasies and reality disappears. For example, Trump argues that it would be desirable and possible to empty the Gaza Strip of its inhabitants, then rebuild it as a seashore resort with casinos and luxury hotels. To illustrate his point, he shared a short video online, fashioned with the help of AI by an amateur. Beyond the rhetoric and announcements, is there a Trump doctrine on international borders? How does the foreign policy of this second term differ

fundamentally from that of the first? Are the many players in US foreign policy all speaking with one voice, or are there already palpable dissensions? Finally, can we see continuity with other presidencies, or are we seeing all the hallmarks of a major ideological shift?

- **Technological borders/frontiers:**

By suggesting that the future would necessarily involve another space race, with the Moon as a logistical stopover and Mars as the final destination, Trump is borrowing from Kennedy's rhetoric of the "new frontier". However, by assigning Elon Musk a new role as special advisor, he puts Musk in a position of conflict of interest. It would be possible for Musk to sideline NASA in favor of his own companies (Space X or Starlink), blurring the line between science and business. With the presentation of a Golden Dome, Trump is cheaply reviving the memory of Ronald Reagan's Strategic Defense Initiative (SDI, better known by its informal name of "Star Wars"). Trump reintroduces the idea that a technological bluff led by a commander-in-chief (all at once simulating the action but actually in a position to execute it) can give the American nation a decisive psychological advantage over its rivals. There's a fine line between tangible military expenditure and cinematic illusion. Finally, it is worth noting that Silicon Valley CEOs, who were once predominantly Democrats, rallied to Trump late in the game. Is this a sign of the strategic realism that characterizes them, or of the blurring of ideological boundaries? How does technology fit into the Trump II administration's vision of the future? Is the Trumpian rhetoric, at once celebrating America's supposed past greatness and emancipated from all constraints of reality, compatible with techno-sciences and their futuristic outlook? And how is the current president's electoral base reacting to narratives with divergent trajectories?

- **Intelligence frontiers:**

During his first term, Trump often clashed with US intelligence agencies, notably the FBI, and expressed a desire to bring them under his heel. He had condemned their claims that the 2016 election had been subject to heavy Russian interference on his behalf (https://www.dni.gov/files/documents/ICA_2017_01.pdf). Following his re-election, he seems to be setting about reforming them thanks to the appointment of the highly controversial Tulsi Gabbard as Director of National Intelligence (DNI), responsible for coordinating the 18 US intelligence agencies. The former Democrat, who expressed skepticism about the use of chemical weapons by Bashar al-Assad's regime, was also known for her virulent - and insulting - criticism of Trump. Since she rallied to the Republican president, her Russophile tendencies have raised questions among many observers, who also fear that the new DNI distort intelligence presented to the president, in order to tell him what he wants to hear (*The Economist* 2024). This appointment, and many other similar measures, foreshadow an in-depth overhaul of American agencies, and even a redefinition of their very role. It is to be feared that intelligence agencies, which are supposed to be apolitical and independent (Schu 2023), will depart from this rule of neutrality that is occasionally broken (Gentry 2024). These upheavals in the intelligence community also give rise to concerns that the USA's place in the Five Eyes surveillance network may be called into question, or even weakened. To what extent has Trump's politicization and instrumentalization of intelligence during his first term continued since his re-election? Is he seeking to undermine the intelligence community, which is often perceived as hostile? Have the supposedly sacred boundaries demarcating the respective places of the services and the government been crossed? What is the impact of this phenomenon on the United States'?

international relations? How are these developments affecting the American public's perception of these agencies?

- **Borders of gender and sexuality:**

While a recent survey reveals that 9.3% of the US adult population identifies as LGBTQ+ (Jones 2025) and the latest data collected in 2022-2023 indicated a hate crime rate 9 times higher for LGBTQ+ people (Meyer and Flores 2025), the Trump 2.0 administration has wasted no time in continuing its anti-woke policy through its overtly anti-LGBTQ measures that had begun 8 years earlier (Marche and Servel 2018). On top of the fear raised by Trump's executive orders whose effects are being felt in the short term (but which will probably not survive a Democratic return to the White House), there are concerns about the rulings by the Supreme Court, such as the one in June 2025 on gender-affirming care for trans teenagers. Some already imagine that the Court could revoke access to marriage for same-sex couples—or even the decriminalization of homosexuality—at federal level, as was the case for access to abortion. Yet while the repeal of *Roe v. Wade* caused a stir and resonated internationally, it didn't keep Donald Trump from garnering 43% of the female vote in November 2024, a rate that rises to 53% among white women (Johnson and Davis Jr. 2025). How do the Trump administration's anti-LGBTQ+ policies embrace a conservative, rigid interpretation of gender boundaries? What future for LGBTQ+ rights in the U.S., and who to defend them? What place for women in American society in the Trump II era? What relationship do American women have with their president, whether they're his most fervent admirers or his fiercest detractors?

- **Borders between reality and popular fiction:**

Donald Trump's surprise arrival in the White House in 2016 greatly nourished the American audiovisual creation. In addition to the weekly *Saturday Night Live* skits that accompanied Donald Trump's campaign and then his four years in the White House, we can think of the series *High Maintenance*, which devoted an episode to New Yorkers' difficult awakening to this political upheaval (S02E01, "Globo", HBO, 2018), of the premise of the series *The Good Fight* (CBS, 2017-2020), which opens with Diane Lockhart's dumbfounded reaction to the inauguration of the 45th President, or of the series *American Horror Story*, which places its seventh season ("Cult", FX, 2017) amidst the panic generated by his election. Other series have chosen to present populist alter-egos, such as White House candidate Mr Garrison in *South Park* (Comedy Central, seasons 19-20, 2015-2016), or are set against the backdrop of a society plagued by fake news and controversies about rigged elections and the threat to national security, following the example of the sixth seasons of *Homeland* (Showtime, 2017) and *Scandal* (ABC, 2017). How is Donald Trump's second term influencing the U.S. serial landscape and blurring the line between reality and fiction? More than cinema, is this popular medium setting itself up as a privileged place of resistance and counter-discourses? In front of or behind the camera, can American television escape the political context, or is it its duty to integrate and criticize it?

In addition to this non-exhaustive list, we also welcome proposals dealing with other definitions of borders (ethnic, cultural, social). Responding to the protean and polysemous dimension of the concept of borders, this symposium takes a multi-disciplinary approach, bringing together North American civilization, Latin American civilization, geography, economics, international relations, law, visual studies, history, political science and literature.

Timetable and submission procedures:

✓ **September 15, 2025 (included):** submission of a 300- to 500-word abstract, in French or English, along with a short biography. Proposals should be sent to the four organizers:

- alexandre.adouard@gmail.com
- pierre-alexandre.beylier@univ-grenoble-alpes.fr
- mona.parra@univ-grenoble-alpes.fr
- raphael.ricaud@univ-montp3.fr

✓ **Late September 2025:** response after evaluation by the Scientific Committee

✓ **February 5-6, 2026:** symposium in Grenoble

Comité organisateur / Organizing committee

Alexandre Adouard, *Université Montpellier Paul Valéry*

Pierre-Alexandre Beylier, *Université Grenoble Alpes*

Mona Parra, *Université Grenoble Alpes*

Raphaël Ricaud, *Université Montpellier Paul-Valéry*

Comité scientifique / Scientific committee

Alexandre Adouard, *Université de Montpellier Paul-Valéry*

Janice Argailot, *Université Grenoble Alpes*

Alice Béja, *Science Po Lille*

Gregory Benedetti, *Université Grenoble Alpes*

Pierre-Alexandre Beylier, *Université Grenoble Alpes*

James Cohen, *Université Sorbonne Nouvelle*

Françoise Coste, *Université Toulouse Jean Jaurès*

Anne Crémieux, *Université de Montpellier Paul-Valéry*

Elisabeth Fauquert, *Université Paris Nanterre*

Nathalie Fürstenberger, *Université de Montpellier Paul-Valéry*

Audrey Haensler, *Université de Bourgogne*

David Haglund, *Queen's University*

Gildas Le Voguer, *Université Rennes 2*

Marie Moreau, *Université Jean Moulin Lyon 3*

Mona Parra, *Université Grenoble Alpes*

Raphaël Ricaud, *Université de Montpellier Paul-Valéry*

Antoine Serval, *Université de Tours*

Adrien Schu, *Université Paris-Panthéon-Assas*

Ronald Soto-Quiros, *Université Bordeaux Montaigne*

Michael Stricof, *Aix-Marseille Université*

Julio Zarate, *Université Savoie Mont Blanc*

Bibliographie

- Anonyme. « Donald Trump and Tulsi Gabbard are coming for the spooks ». *The Economist*, 24 novembre 2024. <https://www.economist.com/united-states/2024/11/24/donald-trump-and-tulsi-gabbard-are-coming-for-the-spooks>.
- Anonyme. 2025. « The 141 executive orders Trump signed in his first 100 days ». *The Guardian*, 1^{er} mai 2025. <https://www.theguardian.com/us-news/2025/may/01/trump-executive-orders>.
- « Background to “Assessing Russian Activities and Intentions in Recent US Elections”: The Analytic Process and Cyber Incident Attribution », 6 janvier 2017. https://www.dni.gov/files/documents/ICA_2017_01.pdf.
- Beylier, Pierre-Alexandre, et Cléa Fortuné. « L’Impact des politiques de l’administration Trump sur les villes-frontières : Regards croisés entre la frontière Mexique/États-Unis et la frontière Canada/États-Unis ». *Urbanité Dossier / Les villes nord-américaines à l’ère de Trump*, 2021. <https://www.revue-urbanites.fr/usa-beylier-fortune/>.
- Bolton, John. *The Room Where It Happened: A White House Memoir*, New York: Simon & Shuster, 2020.
- Collinson, Stephen. 2024. « Trump’s threats to Greenland, Canada and Panama explain everything about America First ». *CNN*, 8 janvier 2024. <https://edition.cnn.com/2025/01/08/politics/trump-greenland-canada-panama-analysis/index.html>.
- Conley, Richard S. *Donald Trump and American Populism*. New Perspectives on the American Presidency NPAP. Edinburgh: Edinburgh University Press, 2022. <https://doi.org/10.1515/9781474450089>.
- Diallo, David, Éric Rouby, et Adrien Schu. *Trump ou L’érosion de la démocratie américaine*. Politique XIXe-XXIe siècles. Pessac: Presses universitaires de Bordeaux, 2023.
- Dueck, Colin. *Hard Line: The Republican Party and U.S. Foreign Policy Since World War II*, Princeton: Princeton University Press, 2010.
- Espinoza, Michael. « Donald Trump’s impact on the Republican Party ». In *in Toby Jones (ed.), The Trump Administration - The President’s Legacy Within and Beyond America*. Londres: Routledge, 2022.
- Gay Stolberg, Sheryll. « Trump Withdraws U.S. From World Health Organization ». *New York Times*, 20 janvier 2025. <https://www.nytimes.com/2025/01/20/us/politics/trump-world-health-organization.html>.
- Gentry, John A. « The Politicization of CIA Intelligence: Four Cases Compared ». *Comparative Strategy* 43, n° 5 (2 septembre 2024): 439-60. <https://doi.org/10.1080/01495933.2024.2383147>.
- Gerstle, Gary, *The Rise and Fall of the Neoliberal Order: America and the World in the Free Market Era*, New York : Oxford University Press, 2022.

- Graham, David A. «The Project 2025 Presidency». *The Atlantic*, 24 avril 2025. <https://www.theatlantic.com/newsletters/archive/2025/04/project-2025-goals-trump-presidency/682597/>.
- Guerlain, Pierre, et Raphaël Ricaud, éd. « Comprendre le phénomène Trump, au-delà du chaos ». *Revue LISA / LISA e-journal*, n° vol. XVI-n°2 (s. d.). <https://journals.openedition.org/lisa/9621>.
- Johnson, Steven Ross, et Elliott Davis Jr. « How 5 Key Demographic Groups Helped Trump Win the 2024 Election ». *US News & World Report*. Consulté le 19 juin 2025. <https://www.usnews.com/news/national-news/articles/2024-11-06/how-5-key-demographic-groups-helped-trump-win-the-2024-election>.
- Jones, Jeffrey M. « LGBTQ+ Identification in U.S. Rises to 9.3% ». *Gallup*, 20 février 2025. <https://news.gallup.com/poll/656708/lgbtq-identification-rises.aspx>.
- Jones, Reece. *White Borders: The History of Race and Immigration in the United States from Chinese Exclusion to the Border Wall*. New York: Beacon Press, 2021.
- Kandel, Maya. *Une première histoire du trumpisme*, Paris : Gallimard, 2025.
- Le Voguer, Gildas. « Donald Trump et les services de renseignement : une relation sous tension ». *Revue LISA / LISA e-journal*, n° vol. XVI-n°2 (10 septembre 2018). <https://doi.org/10.4000/lisa.10076>.
- Marche, Guillaume, et Antoine Servel. « La présidence Trump et les questions LGBTQ: Entre postures symboliques et implications structurelles ». *IdeAs*, n° 12 (16 novembre 2018). <https://doi.org/10.4000/ideas.4363>.
- McGrath, Matt. « Trump vows to leave Paris climate agreement and “drill, baby, drill” ». *BBC*, 21 janvier 2025. <https://www.bbc.com/news/articles/c20px1e05w0o>.
- Meyer, Ilan H., et Andrew R. Flores. « Anti-LGBT Victimization in the United States ». *Williams Institute* (blog). Consulté le 19 juin 2025. <https://williamsinstitute.law.ucla.edu/publications/anti-lgbt-victimization-us/>.
- Moore, Elena, et al. « Trump taps Musk to lead a “Department of Government Efficiency” with Ramaswamy ». *NPR*, 12 novembre 2024. <https://www.npr.org/2024/11/12/g-s1-33972/trump-elon-musk-vivek-ramaswamy-doge-government-efficiency-deep-state>.
- Naves, Marie-Cécile. *Trump, la revanche de l'homme blanc*. Petite encyclopédie critique. Paris: Textuel, 2018.
- . *Trump: l'onde de choc populiste*. Limoges: FYP éditions, 2016.
- Pichard, Alexis. *Trump et les médias: l'illusion d'une guerre ?* Versailles: VA éditions, 2020.
- Pitas, Costas. « Trump vows new Canada, Mexico, China tariffs that threaten global trade ». *Reuters*, 26 novembre 2024. <https://www.reuters.com/world/us/trump-promises-25-tariff-products-mexico-canada-2024-11-25/>.

- Schu, Adrien. « Trump et la communauté du renseignement ». In *Trump ou L'érosion de la démocratie américaine*, édité par David Diallo, Éric Rouby, et Adrien Schu. Politique XIXe-XXIe siècles. Pessac: Presses universitaires de Bordeaux, 2023.
- Sergio, Martínez-Beltrán. « President Trump's suspension of asylum marks a break from U.S. past ». *NPR*, 23 janvier 2025. <https://www.npr.org/2025/01/23/nx-s1-5272406/trump-suspends-asylum>.
- Smith, Sarah. « How Trump Pulled off an Incredible Comeback ». *BBC*, 6 novembre 2024. <https://www.bbc.com/news/articles/clj2818j7rko>.
- Smolar, Piotr. « Donald Trump et les femmes, histoire d'une relation toxique », 15 avril 2024. https://www.lemonde.fr/international/article/2024/04/15/donald-trump-et-les-femmes-histoire-d-une-relation-toxique_6228018_3210.html.
- Suedfeld, Peter & Stanley Renshon. *The Trump Doctrine and the Emerging International System*, Cham : Springer, 2020.
- Sutcliffe, John B., et William P. Anderson. *The Canada-US Border in the 21st Century: Trade, Immigration and Security in the Age of Trump*. Londres : Routledge, 2018. <https://doi.org/10.4324/9781315204222>.
- Tama, Jordan. *Bipartisanship and US Foreign Policy: Cooperation in a Polarized Age*, New York: Oxford University Press, 2024.
- Yarhi-Milo, Keren. « After Credibility: American Foreign Policy in the Trump Era ». *Foreign Affairs*, n° 98, 68-76, 2018.